

Les 8 maires de Paris Terres d'Envol* dénoncent le soutien du gouvernement au projet EuropaCity le jour de l'ouverture du débat public.

Les 8 maires de Paris Terres d'Envol expriment leurs plus vives protestations contre la prise de position du Ministre de l'Economie, à l'occasion du salon du MIPIM à Cannes au sujet du très contesté projet d'Europacity.

Déni de démocratie ? Alors même que l'enquête publique sur le projet EuropaCity vient tout juste de débiter, le gouvernement montre qu'il entend imposer par la force un projet qui va nuire gravement au développement et à la qualité de vie du Nord Est parisien. Dans un contexte où de nombreux opposants au projet font entendre leurs voix (Collectif du Triangle de Gonesse, élu du Val d'Oise et de Seine-Saint-Denis, toutes tendances politiques confondues), le gouvernement affiche ainsi son manque de considération de l'avis des citoyens appelés à s'exprimer lors de ce débat public.

Alors que les collectivités locales portent déjà des projets de développement économique et social durables, dans des secteurs déjà urbanisés et en cohérence avec l'implantation des gares du Grand Paris, l'Etat affiche ainsi ostensiblement son soutien à un projet qui ne répond ni aux attentes des habitants, ni aux exigences environnementales et va affecter profondément l'emploi et les commerces de proximité.

Alors qu'il asphyxie financièrement les collectivités locales et les Français, il distribue dans le même temps 450 millions d'euros d'investissement public (déviation de la ligne 17, voirie, gare) pour un projet dans une zone qui compte déjà d'une offre importante en grands ensembles commerciaux (Aéroville, O'Parinor, Beausevrans, Rosny 2 dont la fréquentation annuelle est supérieure à 45 millions de visiteurs).

Dans un territoire confronté au chômage, les huit maires de Paris Terres d'Envol, au-delà de leurs différences politiques, appellent plutôt le gouvernement à soutenir les projets déjà lancés sur le Territoire de Paris Terres d'Envol et directement reliés aux programmes de Renouveau Urbain visant à désenclaver les quartiers et traiter de l'habitat dégradé en lien avec le développement économique.

À titre d'exemples, les projets qui vont valoriser les gares du Grand Paris et profiter aux habitants:

- La gare du Bourget s'intégrant au vaste projet urbain de développement du Bourget et de Dugny, devant accueillir le village des médias des JO 2024 (ligne 16)
- La gare d'Aulnay-sous-Bois redynamiseur du site en reconversion économique de PSA, situé sur la ligne 16 pour un projet mixte de développement économique et de logement
- La gare du PIEX Paris-Nord Villepinte irrigant le parc international des expositions et le parc d'activité AéroliansParis, avec Paris-Asia Business Center et le projet de Colisée, salle multifonctionnelle de 8 000 à 10 000 places, situé sur la commune de Tremblay-en-France (ligne 17)
- La gare du Blanc-Mesnil permettant le désenclavement des zones pavillonnaires et des grands ensembles du quartier des Tilleuls et de la zone économique du Coudray,
- La gare de Sevran-Livry desservant le centre-ville et le parc de la Poudrerie,
- la gare de Sevran Beaudottes s'inscrivant au cœur du projet d'envergure: "Sevrans Terre d'Avenir" dont l'objectif est de faire de Sevran une destination métropolitaine, autour de la restructuration urbaine et économique.

*François Asensi (député-maire de Tremblay-en-France), Bruno Beschizza (Président de Paris Terres d'Envol, Maire d'Aulnay-sous-Bois), Vincent Capo-Canellas (Sénateur-maire de Le Bourget), Stéphane Gatignon (Maire de Sevran), Jean-Christophe Lagarde (Député-maire de Drancy), Thierry Meignen (Maire du Blanc Mesnil), Martine Valleton (Maire de Villepinte), André Veyssièrre (Maire de Dugny)